



**REGROUPEMENT
DES ORGANISMES POUR HOMMES
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (R.O.H.I.M.)**

RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX

Modifiés le 24 février 2016
Ilors d'une assemblée du Conseil des membres

24 février 2016

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Article 1	Nom
Article 2	Définitions
Article 3	Nature
Article 4	Objectifs généraux
Article 5	Territoire
Article 6	Siège social
Article 7	Sceau

CHAPITRE II LES MEMBRES

Article 8	Catégories de membres 8.1 Les membres actifs 8.2 Les membres associés 8.3 Les membres honoraires
Article 9	Procédure d'admission 9.1 Procédure d'admission des membres actifs 9.2 Procédure d'admission des membres associés 9.3 Procédure d'admission des membres honoraires
Article 10	Droits et responsabilités 10.1 Droits et responsabilités des membres actifs 10.2 Droits et responsabilités des membres associés 10.3 Droits et responsabilités des membres honoraires
Article 11	Droit de vote
Article 12	Démission
Article 13	Suspension et exclusion
Article 14	Cartes de membres
Article 15	Cotisation

CHAPITRE III LE CONSEIL DES MEMBRES

Article 16	Composition
Article 17	Pouvoirs
Article 18	Assemblées régulières
Article 19	Assemblée générale annuelle
Article 20	Assemblée spéciale
Article 21	Avis de convocation
Article 22	Animateur et secrétaire de l'assemblée

TABLE DES MATIÈRES (Suite)

Article 23	Quorum
Article 24	Procédure de prise de décision

CHAPITRE IV LE COMITÉ DE COORDINATION

Article 25	Composition
Article 26	Pouvoirs et mandats
Article 27	Durée du mandat
Article 28	Réunions
Article 29	Quorum
Article 30	Procédure de prise de décision
Article 31	Vacances et remplacement
Article 32	Partage des responsabilités

CHAPITRE V DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES FINANCES

Article 33	Exercice financier
Article 34	Calendrier des rencontres
Article 35	Vérificateurs
Article 36	Signature des effets de commerce, contrats et documents
Article 37	Utilisation des fonds et des biens
Article 38	Accès aux livres et aux documents
Article 39	Emprunts

CHAPITRE VI LES COMITÉS DE TRAVAIL

Article 40	Définition
Article 41	Composition
Article 42	Représentation
Article 43	Bilan des comités de travail
Article 44	Transaction bancaire

CHAPITRE VII LES AMENDEMENTS

Article 45	Amendements
------------	-------------

**TABLE DES MATIÈRES
(Suite)**

CHAPITRE VIII DISSOLUTION

Article 46	Dissolution
Article 47	Vote
Article 48	Exigences de la Loi

**RÈGLEMENTS GÉNÉRAUX DU
REGROUPEMENT DES ORGANISMES POUR HOMMES
DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**

CHAPITRE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 1 NOM

Le nom de l'association est « REGROUPEMENT DES ORGANISMES POUR HOMMES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL inc. » opérant sous le nom de R.O.H.I.M.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

- « Administrateur » : administrateur au sens de la Loi des compagnies du Québec.
- « Corporation » : désigne « REGROUPEMENT DES ORGANISMES POUR HOMMES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL inc. (R.O.H.I.M.) ».
- « Comité de travail » : comité mis sur pied par le Comité de coordination pour effectuer un travail spécifique.
- « Comité de coordination » : désigne le comité de cinq membres élus qui coordonne les activités de la corporation.
- « Conseil des membres » : désigne l'ensemble des membres.
- « Gestionnaire » : employé rémunéré dont le mandat est de gérer les affaires courantes de la corporation.
- « Organisme » : entité oeuvrant sur le territoire de l'île de Montréal et offrant au moins un service destiné spécifiquement aux hommes.

ARTICLE 3 NATURE

Le « REGROUPEMENT DES ORGANISMES POUR HOMMES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL inc. » est une corporation à but non lucratif et à responsabilité limitée qui regroupe des organismes oeuvrant sur le territoire de l'île de Montréal offrant au moins un service destiné spécifiquement aux hommes. La corporation fait la promotion d'une approche positive, d'une meilleure connaissance du vécu masculin et de la consolidation d'un continuum de services adaptés aux réalités masculines.

ARTICLE 4 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

1. Faire mieux connaître les organismes intervenant pour les hommes sur le territoire de l'île de Montréal;
2. Favoriser la concertation afin d'offrir une complémentarité de services pour les hommes sur le territoire de l'île de Montréal;
3. Appuyer et promouvoir le financement des services offerts pour les hommes sur le territoire de l'île de Montréal afin d'en soutenir le développement;
4. Favoriser l'intégration des besoins des hommes dans les actions des réseaux des services psycho-sociaux-juridiques;
5. Créer, regrouper ou intégrer des ressources de recherche offrant des références sur la condition masculine;
6. Assurer une présence et une voix sur la place publique ainsi qu'une représentation dans les divers événements touchant les hommes et la condition masculine.

ARTICLE 5 TERRITOIRE

La corporation exerce principalement, mais non exclusivement, ses activités sur le territoire de l'île de Montréal.

ARTICLE 6 SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la corporation est situé sur le territoire de l'île de Montréal, à l'endroit désigné par le Conseil des Membres.

ARTICLE 7 SCEAU

Le sceau de la corporation est celui qui apparaît sur les lettres patentes.

CHAPITRE III

LES MEMBRES

ARTICLE 8 CATÉGORIES DE MEMBRES

La corporation reconnaît trois catégories de membres :

- les membres actifs;
- les membres associés;
- les membres honoraires.

8.1 Les membres actifs

Est membre actif tout organisme à but non lucratif qui :

- a comme mandat principal d'offrir des services spécifiques et/ou des activités destinés aux hommes sur le territoire de l'Île de Montréal;
- désire contribuer à la poursuite des objectifs de la corporation;
- remplit la procédure d'admissibilité décrite à l'article 9.1 des présents règlements;
- mandate un représentant au Conseil des membres pour l'année en cours.

8.2 Les membres associés

Est membre associé tout organisme ou toute personne majeure qui :

- dans le cas d'un organisme, offre au moins un service destiné aux hommes sur le territoire de l'Île de Montréal mais dont le mandat principal n'est pas d'offrir des services spécifiques ou activités destinés aux hommes et mandate un représentant au Conseil des membres pour l'année en cours;
- dans le cas d'une personne majeure, désire contribuer aux objectifs de la corporation et est invité par le comité de coordination à participer au Conseil des membres.

8.3 Les membres honoraires

Est membre honoraire toute personne ou organisme qui a rendu service à la corporation notamment par son action ou par une contribution financière en vue de la poursuite des objectifs de la corporation.

Le titre de membre honoraire est accordé par le Conseil des membres pour des périodes d'un an ou pour toute autre période qu'il juge approprié.

ARTICLE 9 PROCÉDURE D'ADMISSION

9.1 Procédure d'admission des membres actifs

Toute demande d'admission d'un membre actif suivra les procédures suivantes :

- l'organisme loge une demande d'admission écrite au comité de coordination de la corporation;
- le comité de coordination étudie la demande et formule une recommandation aux membres actifs lors d'une assemblée régulière du Conseil des membres;
- l'organisme, pour être admissible comme membres actif, doit répondre à toutes les conditions suivantes :

1. avoir comme mandat principal d'offrir des services spécifiques et/ou des activités destinés aux hommes sur le territoire de l'Île de Montréal;
2. offrir au moins un service destiné spécifiquement aux hommes sur le territoire de l'Île de Montréal;
3. désirer contribuer aux objectifs de la corporation;
4. s'engager à participer aux activités de la corporation;
5. payer une cotisation annuelle le 1^{er} avril de chaque année.

Par écrit, le Conseil des membres peut accepter, demander de modifier ou refuser la demande d'admission selon que l'organisme soit conforme aux conditions d'admissibilité ou non.

- le comité de coordination assure le suivi de la décision du Conseil des membres et voit à l'intégration du nouveau membre actif;
- en cas de refus, un organisme peut présenter une nouvelle demande d'admission par écrit après que dix-huit mois se soient écoulés depuis le dépôt de la demande d'admission refusée ou lorsque des faits nouveaux liés à l'admissibilité du demandeur pourraient modifier la demande d'admission refusée.

9.2 Procédure d'admission des membres associés

Toute demande d'admission d'un membre associé suivra les procédures suivantes :

-sur recommandation du Conseil des membres, le comité de coordination demande à un organisme ou à une personne de se joindre au Conseil.
-pour jouir du statut de membre associé, l'organisme ou la personne doit répondre aux deux conditions suivantes :

1. dans le cas d'un organisme, offrir au moins un service destiné aux hommes sur le territoire de l'île de Montréal mais dont le mandat principal n'est pas d'offrir des services spécifiques ou activités destinés aux hommes.
2. s'engager à participer activement aux activités de la corporation.
3. correspondre par sa philosophie et par son action au code d'éthique et aux objectifs de la corporation.
4. payer une cotisation annuelle le 1er avril de chaque année..

Le Comité de coordination assure le suivi de la décision du Conseil des membres et voit à l'intégration du nouveau membre associé.

9.3 Procédure d'admission des membres honoraires

Il n'y a pas de procédure d'admission particulière concernant cette catégorie de membres. L'article 8.3 définit les conditions d'admissibilité.

ARTICLE 10 DROITS ET RESPONSABILITÉS

10.1 Droits et responsabilités des membres actifs

Le membre actif n'est pas rémunéré et possède les responsabilités et les droits suivants :

- participer aux assemblées de la corporation;
- payer la cotisation annuelle;
- s'impliquer, selon ses disponibilités et ressources, dans les projets, activités, comités de travail ou tâches de fonctionnement de la corporation;
- prendre la parole et voter aux assemblées des membres;
- être éligible aux différentes fonctions du Comité de coordination;
- recevoir tout document ou procès-verbal émis par la corporation.

10.2 Droits et responsabilités des membres associés

Le membre associé possède les responsabilités et les droits suivants :

- participer aux assemblées de la corporation;

- s'impliquer, selon ses disponibilités et ressources, dans les projets, activités, comités de travail ou tâches de fonctionnement de la corporation;
- prendre la parole aux assemblées des membres;
- être éligible aux différentes fonctions du Comité de coordination;
- recevoir tout document ou procès-verbal émis par la corporation.

Le membre associé a droit de parole aux assemblées mais il n'a pas de droit de vote. S'il fait partie des membres élus au comité de coordination, son droit de vote est permis uniquement au sein de ce comité.

10.3 Droits et responsabilités des membres honoraires

Le membre honoraire n'est pas rémunéré et peut :

- assister aux assemblées régulières du Conseil des membres et y prendre la parole, après autorisation du président d'assemblée;
- recevoir, à sa demande, tout document ou procès-verbal émis par la corporation.

Le membre honoraire n'a pas droit de vote.

ARTICLE 11 DROIT DE VOTE

Chaque membre actif en règle a droit à un vote. Les votes se prennent à main levée ou, si tel est le désir d'au moins trois (3) membres ayant droit de vote, par scrutin secret.

ARTICLE 12 DÉMISSION

- 12.1 Tout membre pourra démissionner en adressant un avis écrit au Comité de coordination. La démission prend effet immédiatement à la réception de l'avis.
- 12.2 Le non-paiement de la cotisation annuelle dans les délais prévus à l'article 9.1 constitue une démission de fait.
- 12.3 La démission d'un membre ne le libère pas du paiement de toute somme due à la corporation.

ARTICLE 13 SUSPENSION ET EXCLUSION

Le Conseil des membres peut, par résolution adoptée par le vote d'au moins les deux tiers des membres actifs, suspendre pour une période qu'il détermine ou expulser un membre qui :

- ne respecte pas les règlements de la corporation;
- poursuit des activités ou a une conduite contraire aux intérêts de la corporation;
- n'a pas participé aux activités de la corporation pendant six (6) mois, sans motif valable et/ou à trois (3) rencontres consécutives.

Le Comité de coordination doit aviser explicitement les membres du Conseil lorsqu'il y aura vote de suspension ou d'exclusion d'un membre dans l'avis de convocation de l'assemblée lors de laquelle cette question sera débattue. Le Comité de coordination doit aussi aviser, par écrit, le membre susceptible d'être suspendu ou exclu des motifs invoqués pour cette suspension ou cette exclusion.

Le membre susceptible d'être suspendu ou exclu peut, lors de l'assemblée où cette question sera débattue, s'opposer à la mesure de suspension ou d'exclusion. La décision de suspendre ou d'exclure le membre est prise aux deux tiers des voix exprimées par les membres présents.

Un membre suspendu ou exclu peut faire appel de la décision de l'assemblée de le suspendre ou de l'exclure devant un comité d'appel. Le comité d'appel est formé de deux membres nommés par le Conseil et d'une troisième personne indépendante nommée aussi par le Conseil. Le comité d'appel, après avoir entendu le membre qui a été suspendu ou exclu, présente ses recommandations au Conseil des membres qui peut décider, s'il le juge approprié, de revoir sa décision. Toute procédure à ce sujet devra assurer la confidentialité des débats et préserver la réputation du membre en cause.

ARTICLE 14 CARTES DE MEMBRES

Le Conseil des membres pourra, s'il le juge à propos, émettre des cartes de membres.

ARTICLE 15 COTISATION

Le Conseil des membres demande une cotisation annuelle en argent à ses membres actifs et à ses membres associés. Le montant de la cotisation des

membres actifs et le montant de la cotisation des membres associés est établi par le Conseil des membres.

CHAPITRE III

LE CONSEIL DES MEMBRES

ARTICLE 16 COMPOSITION

Le Conseil des membres se compose de tous les membres de la corporation.

ARTICLE 17 POUVOIRS

Le conseil des membres est souverain en tout ce qui a trait aux affaires de la corporation et, de ce fait, les membres actifs présents lors des assemblées acquittent notamment les mandats suivants :

- 17.1 adopter les orientations de la corporation au début de l'année;
- 17.2 participer à la planification, l'évaluation et la réalisation des activités de la corporation;
- 17.3 recevoir et adopter le rapport d'activités annuel et le bilan financier annuel;
- 17.4 déterminer la cotisation des membres actifs et celle des membres associés;
- 17.5 entériner et/ou approuver les gestes, les actions et décisions des membres du comité de coordination;
- 17.6 accepter ou refuser les demandes d'adhésion des membres;
- 17.7 nommer les membres associés et honoraires;
- 17.8 suspendre ou expulser un membre;
- 17.9 élire les membres du comité de coordination;
- 17.10 nommer le vérificateur des livres de la corporation, s'il y a lieu;
- 17.11 étudier toute autre question d'ordre général concernant la corporation;
- 17.12 adopter et modifier les règlements généraux par un vote majoritaire des deux tiers des membres;
- 17.13 autoriser, sur recommandation du Comité de coordination, des membres à signer des chèques;
- 17.14 approuver en cours d'année tout changement se rapportant au plan d'action.

ARTICLE 18 LES ASSEMBLÉES

Les assemblées des membres ont lieu au moins trois fois l'an aux endroits déterminés par le Conseil des membres.

ARTICLE 19 L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle se tient dans les trois mois suivant la fin de l'année financière. Les pouvoirs mentionnés aux articles 17.1, 17.3, 17.4, 17.9 et 17.10 lui sont réservés.

ARTICLE 20 L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE

Une assemblée spéciale est tenue sur la demande du Comité de coordination ou sur une demande écrite d'au moins 1/3 des membres actifs lorsque le règlement d'une question ne peut être différé jusqu'à la prochaine assemblée. Cette assemblée spéciale est convoquée par le Comité de coordination et a lieu dans les 14 jours qui suivent le dépôt de la requête. Si, dans les sept (7) jours suivant le dépôt de la requête, l'assemblée n'est pas convoquée, les requérants peuvent eux-mêmes convoquer l'assemblée en respectant les délais prévus à l'article 21. Seuls les points inscrits dans l'ordre du jour joint à l'avis de convocation peuvent être traités lors de cette assemblée spéciale.

ARTICLE 21 AVIS DE CONVOCATION

21.1 Les assemblées régulières doivent faire l'objet d'un préavis écrit d'au moins quatorze (14) jours, adressé à tous les membres de la corporation. L'avis de convocation doit comprendre la date, l'heure, l'endroit et le projet d'ordre du jour.

21.2 L'avis de convocation d'une assemblée spéciale doit comprendre la date, l'heure, le lieu, le nom des membres qui convoquent cette assemblée et l'objet de cette séance. L'avis de convocation doit être expédié par écrit aux membres de la corporation au moins sept (7) jours avant la tenue de l'assemblée spéciale.

ARTICLE 22 ANIMATEUR ET SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE

Un membre du Comité de coordination assumera l'animation des assemblées et la tâche de secrétariat des assemblées sera assurée par une personne proposée

par le Comité de coordination et acceptée par le Conseil des membres. Le président ou le secrétaire-trésorier signe les procès-verbaux.

ARTICLE 23 QUORUM

Lorsque le Conseil des membres est composé de 15 membres ou moins, le quorum est de 50 % + 1 des membres. Lorsque le conseil est composé de plus de 15 membres, le quorum est de 8 membres.

ARTICLE 24 PROCÉDURE DE PRISE DE DÉCISION

Les décisions se prennent par vote. Dans ce cas, la décision des membres est adoptée à la majorité simple des voix, sauf les dispositions contraires dans les présents règlements

CHAPITRE IV

LE COMITÉ DE COORDINATION

ARTICLE 25 COMPOSITION

Lors de l'assemblée générale annuelle du Conseil des membres, les membres actifs élisent cinq membres présents à l'assemblée ou qui ont signifié par écrit leur accord pour être candidats à l'élection afin de siéger sur le Comité de coordination. Le Comité de coordination est composé de cinq membres élus avec droit de vote au sein de ce comité, dont au moins trois membres actifs, mais pas plus de deux membres associés. Un des cinq membres du Comité de coordination est élu par le Conseil des membres afin d'occuper le poste de responsable des communications. Le gestionnaire rémunéré de la corporation siège au Comité de coordination mais sans droit de vote. Le comité de coordination peut s'adjoindre d'autres personnes, mais sans droit de vote.

Les personnes élues siègent au Comité de Coordination à titre de représentant de leur organisme et ne sont pas rémunérés.

ARTICLE 26 POUVOIRS ET MANDATS

Le comité de coordination a, entre autres, les mandats suivants :

- assurer la mise en œuvre des orientations, objectifs et priorités et de toute décision du Conseil des membres;
- assurer la supervision, l'embauche, le congédiement, l'évaluation du personnel rémunéré ou non de la corporation;
- voir à la mise sur pied et à la supervision des comités de travail de la corporation;
- planifier et voir à l'animation des assemblées régulières et de l'assemblée générale annuelle;
- préparer et expédier les avis de convocation;
- recevoir et expédier de la correspondance et des lettres d'appui;
- maintenir à jour la liste des membres, les fiches sur les organismes-membres et le cartable contenant les procès-verbaux et les protocoles de la corporation;
- assurer la représentation de la corporation aux événements extérieurs;
- donner suite aux demandes d'information et de documentation;
- offrir un support aux comités de travail mis sur pied par la corporation;
- gérer le budget de la corporation;
- préparer les états financiers, les prévisions budgétaires et le rapport annuel d'activités;
- signer les chèques et tout autre document officiel de la corporation;
- exercer tout pouvoir délégué par le Conseil des membres.

ARTICLE 27 DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat d'un membre du Comité de coordination est de deux ans, et est renouvelable.

Exception faite de la première élection où au moins cinq candidats sont élus, deux postes devront être comblés les années paires et trois autres les années impaires.

Un membre du comité de coordination peut être révoqué lors d'une assemblée du Conseil des membres. Le membre ne peut être révoqué que s'il a été préalablement avisé par écrit des motifs de sa révocation et qu'il peut faire des représentations devant le Conseil des membres lors de cette assemblée. La décision est prise aux deux tiers (2/3) des voix.

ARTICLE 28 RÉUNIONS

Le comité de coordination se réunit aussi souvent que nécessaire. Deux membres du comité peuvent exiger la convocation d'une réunion du comité en le demandant au secrétaire-trésorier du Comité de coordination.

ARTICLE 29 QUORUM

Le quorum du Comité de coordination est de trois membres.

ARTICLE 30 PROCÉDURE DE PRISE DE DÉCISION

Les décisions du comité de coordination sont prises à la majorité simple.

ARTICLE 31 VACANCES ET REMPLACEMENTS

Lorsque la charge d'un membre du Comité de coordination est devenue vacante le Conseil des membres doit procéder à la nomination d'un nouveau titulaire lors de sa prochaine assemblée régulière pour la durée non écoulée du mandat de la personne à remplacer dans le respect des règles énoncées à l'article 25.

Le mandat d'un membre du Comité de coordination se termine s'il s'absente lors de plus de trois réunions consécutives sans motif valable.

Un membre du comité peut démissionner en expédiant un avis écrit au comité. La démission prend effet immédiatement.

ARTICLE 32 PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Les membres du Comité de coordination élisent parmi eux un animateur des assemblées du Conseil des membres et partagent entre eux les tâches liées à la réalisation de leurs mandat.

Trois membres actifs du comité du coordination devront être désignés comme administrateurs au sens de la Loi des compagnies : un président, un vice-président et un secrétaire-trésorier. Ces administrateurs n'ont que les pouvoirs qui leur sont expressément consentis par la Loi et doivent les exercer dans le respect des règlements généraux de la corporation. Le président n'a pas de voix prépondérante ni au Conseil des membres ni au Comité de coordination. Le président ou le secrétaire-trésorier signe les procès-verbaux de la corporation.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS CONCERNANT LES FINANCES

ARTICLE 33 EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la corporation débute le 1^{er} avril et se termine le 31 mars.

ARTICLE 34 CALENDRIER DES RENCONTRES

Le calendrier des rencontres de la corporation commence en septembre et se termine en juin.

ARTICLE 35 VÉRIFICATEURS

Le Conseil des membres nomme un vérificateur comptable, s'il y a lieu. Aucun membre du Conseil des membres ne peut remplir cette charge. Les livres comptables de la corporation sont vérifiés, s'il y a lieu, chaque année dans les trois mois suivant la fin de l'exercice financier. Dans ce cas, les états financiers doivent respecter les exigences imposées par la Loi.

ARTICLE 36 SIGNATURE DES EFFETS DE COMMERCE, CONTRATS ET DOCUMENTS

Sous réserve du paragraphe suivant, l'ouverture d'un compte bancaire requiert la signature de deux des membres actifs qui sont administrateurs et qui siègent sur le Comité de coordination.

Les contrats et autres documents requérant la signature de la corporation seront signés par un ou des administrateurs, selon le cas, et entérinés ensuite par le Conseil des membres.

Tout chèque et autre lettre de change tiré, accepté et endossé au nom de la corporation est signé conjointement par deux des trois signataires désignés par le Comité de coordination, autorisés par le Conseil des membres. Deux des trois signataires désignés doivent être des administrateurs de la corporation.

ARTICLE 37 UTILISATION DES FONDS ET DES BIENS

Tout revenu de la corporation est utilisé pour promouvoir les objectifs pour lesquels elle a été constituée.

Toute somme d'argent reçue par la corporation par le biais de sollicitations ou de souscriptions volontaires pour des projets spécifiques doit être affectée à celle-ci.

Le Conseil des membres décide de l'affectation des fonds recueillis dans le cas où ceux-ci ne sont pas destinés à un projet spécifique.

Le Comité de coordination, avec les responsables du projet, veille à la bonne gestion des fonds du REGROUPEMENT DES ORGANISMES POUR HOMMES DE L'ÎLE DE MONTRÉAL inc.

ARTICLE 38 ACCÈS AUX LIVRES ET AUX DOCUMENTS

Les livres et les documents de la corporation peuvent être consultés par les membres en tout temps et ils sont conservés à l'endroit déterminé par le Comité de coordination.

ARTICLE 39 EMPRUNTS

39.1 La corporation peut emprunter des sommes jusqu'à concurrence de 1,000,000 \$.

39.2 Pour garantir ces emprunts, la corporation peut hypothéquer tous les biens meubles ou immeubles qu'elle possède ou pourra posséder.

CHAPITRE VI

LES COMITÉS DE TRAVAIL

ARTICLE 40 DÉFINITION

Les comités de travail sont mis sur pied par le Comité de coordination pour réaliser les objectifs de la corporation.

ARTICLE 41 COMPOSITION

Les comités de travail sont composés des membres du Conseil des membres ou de tout individu intéressé à offrir une collaboration dans la réalisation des activités de ce comité. Au moins un membre du Comité de coordination doit siéger sur chacun des comités de travail.

ARTICLE 42 REPRÉSENTATION

Le membre du Comité de coordination qui siège sur un comité de travail doit faire rapport des activités du comité de travail au Comité de coordination et faire entériner par le Conseil des membres les actions et prises de position qui ne font pas partie du mandat délégué au Comité de coordination par le Conseil des membres.

ARTICLE 43 BILAN DES COMITÉS DE TRAVAIL

Le Comité de coordination informe le Conseil des membres des activités des comités de travail en déposant un bilan annuel des activités des comités de travail lors de l'assemblée générale annuelle. Le Conseil des membres peut, lors de toute assemblée, exiger que les membres du Comité de coordination informe le Conseil des membres des activités d'un ou de plusieurs comités de travail.

ARTICLE 44 TRANSACTION BANCAIRE

Le conseil des membres pourra approuver l'ouverture d'un compte bancaire pour les fins spécifiques d'un comité de travail. Deux signatures parmi les membres du comité de travail seront alors exigées pour toute transaction bancaire.

Le rapport financier annuel devra être soumis pour vérification au Comité de coordination.

CHAPITRE VI

LES AMENDEMENTS

ARTICLE 45 LES AMENDEMENTS

Les amendements aux règlements généraux doivent être approuvés par au moins les deux tiers (2/3) des membres présents ayant droit de vote lors d'une assemblée dont l'avis de convocation mentionne explicitement l'amendement qui sera étudié. Le texte de l'amendement proposé doit être joint à l'avis de convocation. Les règlements généraux modifiés entrent en vigueur immédiatement après leur adoption à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

CHAPITRE VIII

DISSOLUTION

ARTICLE 46 DISSOLUTION

En cas de liquidation, dissolution ou de distribution de ses biens, tous les biens restants après le paiement des dettes et obligations de la corporation, seront remis à un ou des organismes dûment constitué et reconnu à titre d'organisme de bienfaisance offrant au moins un service destiné spécifiquement pour les hommes.

ARTICLE 47 VOTE

La corporation ne peut être dissoute que par le vote des deux tiers (2/3) des membres de la corporation ayant droit de vote présents à une assemblée spécialement convoquée dans ce but par un avis de trente (30) jours expédié par écrit à chacun de ses membres.

ARTICLE 48 EXIGENCES DE LA LOI

Si la dissolution est votée, le Conseil des membres ainsi réuni, doit charger le Comité de coordination de procéder à la dissolution et à l'abandon des lettres patentes selon les exigences de la Loi.